

Amnesty International booste ses actions grâce aux jeunes lycéens

Une vingtaine d'élèves représentant quatre lycées du Charolais étaient réunis pour porter des débats, des idées et des projets, mercredi après-midi, au lycée Wittmer de Charolles. Ce temps d'échange fut animé par Jean-Guy Lorton, membre d'Amnesty International en Charolais-Brionnais.

« On a mis en place une exposition sur la peine de mort dans notre CDI (Centre de documentation et d'information) », expliquaient Iris et Auria, élèves au lycée Wittmer de Charolles, tout récemment, devant Jean-Guy Lorton, membre d'Amnesty International en Charolais-Brionnais, très attentif aux actions menées et portées par la jeunesse locale soucieuse de s'émanciper en défendant des causes humanistes.

« Ce serait plus utile de faire des pétitions contre Marine Le Pen et Eric Zemmour. »

À Charolles, le lycée Wittmer, où se tenait cette réunion d'Amnesty International, a prouvé qu'il n'était pas avare en matière d'initiatives pédagogiques participatives auprès des ados. Comme il y a peu sur l'Europe. Le lycée professionnel agricole (LPA) de Charolles était là aussi. Avec cinq élèves investies (toutes



Une vingtaine d'élèves issus de quatre lycées du Charolais qui possèdent une "Antenne jeunes" d'Amnesty International, ont fait un point sur leurs actions passées et futures, et porter haut des valeurs solidaires et humanistes. Photo Charles-Edouard Bride

des filles) qui étaient enthousiastes. « On a fait signer plein de pétitions sur le marché de Charolles. C'était super. Même si les gens ironisaient parfois en estimant que ça ne servait pas à grand-chose. Ils nous ont dit que ce serait plus utile de faire des pétitions contre Marine Le Pen et Eric Zemmour... », recontait Clémence, la responsable de l'Antenne Jeunes du LPA. Un tacle sur l'hypothétique futilité de ces actions lycéennes qui fut nuancé par Jean-Guy Lorton.

6 000 signatures recueillies par Amnesty International Charolais-Brionnais

« Tout ce que vous accomplissez sur le terrain a du sens. No-

tre antenne d'Amnesty a obtenu 6 000 signatures l'an dernier. La moitié grâce au lycée Wittmer. Lors de notre opération mondiale autour de la journée commémorative du 10 décembre sur la Déclaration universelle des Droits de l'Homme avec dix combats ciblés, il y a eu 430 signatures d'une pétition locale », rappelait-il.

Amnesty International noue aussi des partenariats solidaires locaux avec le Père bouchon, les Restos du cœur, le Cada (Centres d'accueil de demandeurs d'asile) ou encore des Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). En 2024, la journée de la femme du 8 mars et le WEAJ (Week-end antennes

jeunes) à Paris devraient aussi inspirer pas mal d'actions aux lycéennes et lycéens du Charolais. Au lycée privé Jeanne-d'Arc de Paray-le-Monial, une Antenne jeunes, plutôt récente, fourmille ainsi d'idées avec un nombre croissant de membres.

« L'avortement n'a pas été très bien accueilli par la Direction. »

« On monte en puissance. C'est bien car on est un petit établissement avec peu d'élèves. Certaines de nos pétitions ont eu un grand succès. Le thème de l'avortement n'a pas été très bien accueilli par la Direction. C'est la seule fois que nos choix n'ont pas été validés par

l'encadrement qui craignait que ça puisse choquer certains parents d'élèves. On a trouvé ça un peu dommage même si on a compris le raisonnement. Là, on réalise une affiche dans le cadre d'un concours d'illustration pour concevoir une bande dessinée inspirée de la lecture de plusieurs nouvelles sur le droit des femmes et le port du voile. On aimerait bien accéder à la finale prochainement à Dijon », confiaient Jade et Juliette.

À Digoïn, après une année inactive, le lycée Camille-Claudet compte désormais une vingtaine de membres de son Antenne jeunes d'Amnesty International. « Le bouche-à-oreille a cartonné. Plein d'amis inscrits en seconde nous ont rejoints. La vie scolaire nous donnés un local à disposition pour stocker du matériel. On a aussi un pré-sentoir au CDI. On a participé à la journée des violences faites aux femmes en trouvant des fonds pour soutenir les associations locales sur ce thème et on a réussi à obtenir plus de 1 400 signatures à travers toutes nos pétitions. Cette année, on aimerait monter vers la mi-mai, un projet pour la défense de la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) avant de monter une exposition de photos en 2025 sur un thème encore à définir », concluait Marylou, la jeune responsable digoinaise.

● Charles-Edouard Bride